

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Banque-espagnole-BBVA-que-refuse-des-prets-aux-mal-loges-risque-la-nationalisation-au-Venezuela>

Banque espagnole BBVA que refuse des prêts aux mal-logés risque la nationalisation au Venezuela

- Les Cousins - Venezuela -
Date de mise en ligne : jeudi 27 janvier 2011

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Le président socialiste du Venezuela Hugo Chavez a annoncé ce mercredi de nationaliser la super-banque hispano-vénézuélienne BBVA-Provincial, qui enfreint la Constitution en refusant d'accorder des prêts immobiliers à des citoyens mal-logés.

Après avoir entendu les plaintes de mal logés lui assurant que les responsables du Provincial n'avaient pas voulu les recevoir quand ils ont sollicité une aide financière, M. Chavez a appelé en direct le président de la banque, Pedro Rodriguez Serrano, pour lui demander des explications. Celui-ci a répondu que "sa banque n'était pas à vendre", face à quoi le président a rappelé que la banque n'était pas au-dessus des lois et devait répondre aux demandes de prêts effectuées par les citoyens.

"Si la Banque Provinciale refuse de respecter la Constitution et les décrets présidentiels, je vais nationaliser la banque. Je n'ai aucun problème à le faire. Je paierai ce qu'elle vaut", a assuré le président vénézuélien devant des habitants réclamant des logements.

La Constitution vénézuélienne consacre le droit au logement. En outre, un récent décret présidentiel encourage l'accès au logement avec l'aide des secteurs public et privé, notamment pour les quelques 130.000 sinistrés des pluies diluviennes qui ont fait 38 morts fin 2010.

Il manque au moins deux millions de logements dans ce pays de 28,8 millions d'habitants, selon la chambre vénézuélienne de la construction (CVC) et le gouvernement a lancé pour 2011 de très nombreux chantiers pour offrir rapidement aux secteurs populaires des dizaines de milliers de maisons, avec l'aide de pays comme la Chine ou la Turquie.

La BBVA-Provincial, avec ses deux millions de clients, est la troisième banque du Venezuela, derrière Banesco et Banco Mercantil. Depuis 1997, elle est contrôlée à 55% par le deuxième groupe bancaire espagnol, BBVA. On la soupçonne d'avoir soutenu en coulisses, avec d'autres grands groupes économiques, le coup d'État du président de FEDECAMARAS (le MEDEF local) contre le président Hugo Chavez (avril 2002), à la suite duquel cette banque espérait retirer de substantiels bénéfices des multiples privatisations prévues.

Dans un communiqué ultérieur à l'appel de Chavez, BBVA-Provincial a semblé s'excuser et a réaffirmé son "engagement en faveur du financement de logements pour les familles vénézuéliennes" et son "attachement total au respect des lois" du pays". Le président de BBVA-Provincial a également promis de chercher "des alternatives satisfaisantes pour toutes les personnes concernées" avec des représentants du gouvernement et des familles plaignantes.

M. Chavez s'en est félicité avant de préciser que le Venezuela avait besoin de 30 milliards de bolivars (5 milliards d'euros) de crédits pour le logement et comptait sur la banque privée pour en financer la moitié.

L'Etat vénézuélien contrôle 25% du secteur bancaire depuis la nationalisation par Hugo Chavez de Banco de Venezuela en 2009 et d'autres établissements, mesures prises pour accélérer le développement du pays et de réduire l'impact négatif de la spéculation financière.

[La revolución Vive](#). Caracas, 26 janvier 2011 -